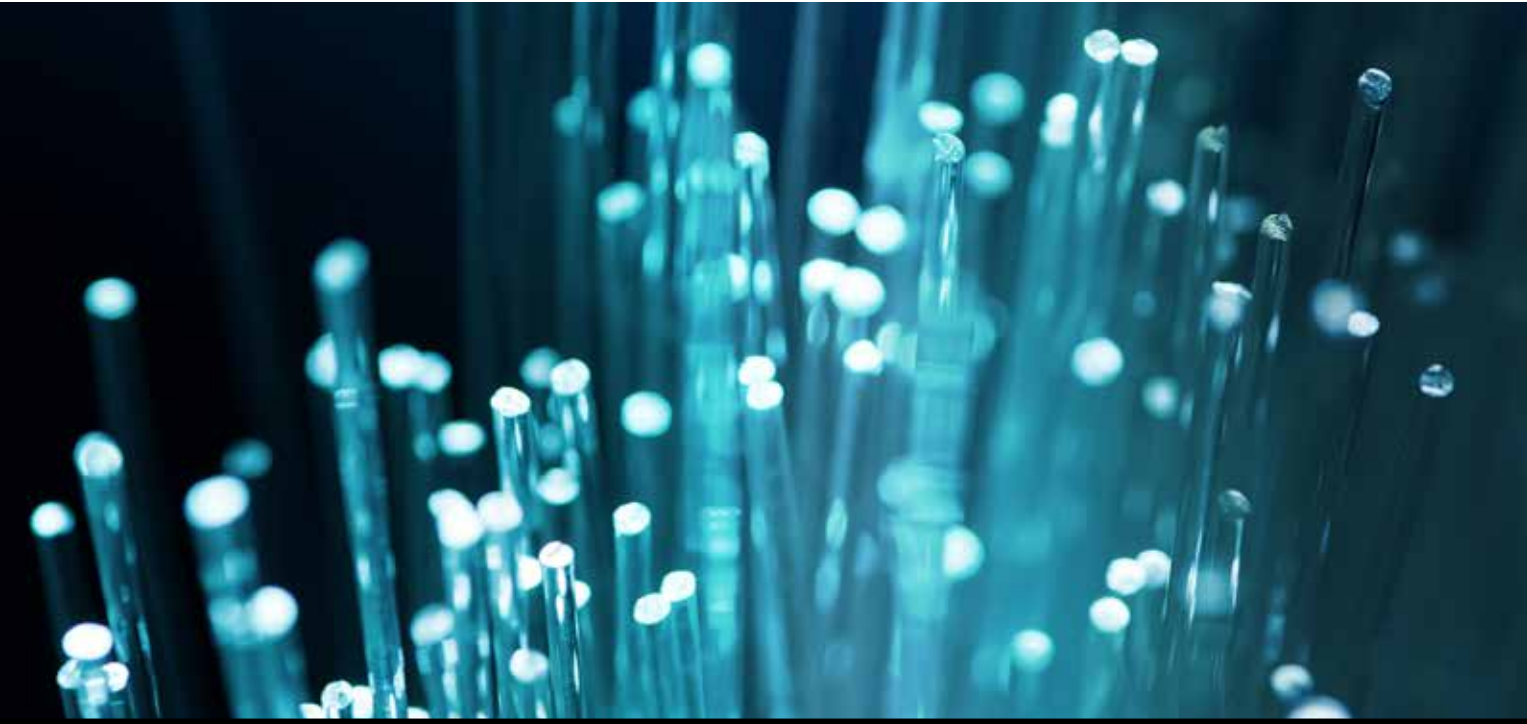


Table ronde

« LA DEMANDE EN CENTRES DE DONNÉES NE FAIT QU'AugMENTER »



Les données sont le nouveau carburant. Les applications doivent être disponibles tout le temps et partout. Tout le monde est d'accord sur ce point. Mais à quoi ressemble la solution optimale en coulisses ? Une infrastructure sur-site est-elle privilégiée ? Ou plutôt un partenaire de centre de données local ? Tout peut-il être migré sur le cloud ? Ou le modèle hybride est-il plus avantageux ? Data News a réuni cinq experts pour discuter disponibilité, connectivité, coûts et conformité.

Dans la vie, peu de choses sont noires ou blanches. Et le monde de l'informatique n'échappe pas à la règle. Dans la pratique, il est rare que les entreprises optent uniquement pour du *sur-site* ou pour du *cloud public*. La réalité est souvent hybride. Est-ce donc là que nous devons positionner le centre de données local ? « Il est vrai que les entreprises ne veulent plus gérer elles-mêmes leur infrastructure », déclare Laurens van Reijen, di-

recteur général de LCL. « Pourquoi ne pas opter pour un centre de données comme alternative aux serveurs dans leurs propres armoires ? Nous n'excluons pas la transition vers le cloud public. Nous avons récemment établi un proof-of-concept dans lequel le client effectue son calcul via Microsoft Azure, mais enregistre les données sur un centre de données de LCL. » Les intégrateurs de système locaux forment un cloud privé pour les clients. Ils ont ainsi une meilleure vision des données et où elles se trouvent

physiquement. Entretemps, différents intégrateurs proposent un cloud local par le biais d'un partenaire de centre de données local.

La transformation digitale est aujourd'hui un grand moteur de croissance pour de nombreuses entreprises. « L'informatique gagne ainsi en importance », affirme Hans Witdouck, CEO d'Eurofiber Belgique. « On met de plus en plus l'accent sur la fluidité de l'expérience de l'utilisateur.



FRISO HARINGSMA,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE DATACENTER UNITED

Datacenter United gère des centres de données carrier-neutral à Anvers et à Zaventem. L'entreprise a doublé son chiffre d'affaires au cours de ces dernières années et est axée sur l'hébergement pur et les services de colocation.



LAURENS VAN REIJEN,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LCL

LCL gère des centres de données hyperconnectés à Diegem, à Anvers et à Alost. L'entreprise est carrier-neutral et s'est hissée à la troisième place des acteurs les plus importants du marché belge au cours des 15 dernières années.

Cela demande donc une bonne connectivité et de courts délais de réponse. » L'évolution du marché est clairement visible. « Auparavant, les grandes entreprises comme les banques, les services des gouvernements fédéraux, les groupes industriels ou encore les fournisseurs de clouds locaux disposaient de deux centres de données entre lesquels la transmission des données est redondante et à faible latence », explique Marc Vandeputte, CTO chez

« Le client trouve qu'il est moins important de voir où ses données se trouvent que de disposer d'une solution efficace et abordable à cet effet. »

Arcadiz. « C'est toujours le cas aujourd'hui, mais elles sont de plus en plus demandeuses d'une intégration entre un cloud public et des bureaux locaux. Les solutions hybrides, composées des centres de données locaux et des grands clouds publics, sont ainsi de plus en plus nombreuses. » Alors que la limite entre les différents modèles est en train de glisser, nous souhaitons identifier qui sont les clients intéressés par les centres de données locaux. Les entreprises qui souhaitent abandonner leur infrastructure sur-site ? Ou celles qui souhaitent partir du cloud après une petite déception ?

UNE CERTITUDE EN MATIÈRE DE PRIX

« On rencontre les deux cas », indique Friso Haringsma, directeur général de Datacenter United. « Dans la pratique, on voit souvent que le client a une mentalité relativement pragmatique. Il trouve qu'il est moins important de pouvoir voir où ses applications ou où ses données se trouvent que de disposer d'une solution efficace et abordable à cet effet. » Les clients sont souvent surpris par les prix proposés par Microsoft, Amazon ou IBM. « Pour les débutants, le cloud public est souvent accessible et peu coûteux », poursuit Friso Haringsma ; « Le prix des solutions plus exhaustives et complexes grimpe rapidement. Avec un partenaire de centre de données local, il est plus facile d'obtenir un bon prix, même sur le long terme. » Le centre de données local offre aux entreprises une certitude mais également une garantie en matière de prix. Le cloud public a en revanche la réputation tenace de faire prévaloir le besoin incessant d'un plus grand chiffre d'affaires et de plus gros profits. « Les entreprises négocient rarement la stratégie de sortie avec les fournisseurs de cloud », dit Marc Vandeputte. « Les petites entreprises n'ont pas le poids nécessaire pour imposer quoi que ce soit sur ce plan. »

Comme c'est souvent le cas lors de l'adoption d'une nouvelle technologie, nous observons un aller-retour autour du cloud public. De nombreuses entreprises qui ont opté pour le cloud sont actuellement en train de reculer pour certaines applications. « En général, on peut dire qu'environ 15 % de la charge de travail totale du département informatique ne peuvent pas être migrés sur le cloud », affirme Janjoris van der Lei, CEO de DC Star. « Il ne faut pas non plus oublier que le cloud public n'est pas exempt d'incidents au niveau de la disponibilité. Les garanties absolues de temps de disponibilité sont difficiles à obtenir. Et quand les choses vont mal, les petits caractères sont souvent d'application pour vous, le client, xx. » On reproche bien plus souvent au fournisseur de cloud public son manque d'implication. « En cas de problème, les clients ne peuvent pas faire grand-chose d'autre que d'introduire *un ticket* », explique Janjoris van der Lei. « Dans le meilleur des cas, ils recevront une réponse neutre. » Et oui, les contrats prévoient des clauses relatives aux amendes. En tant que client, vous pouvez les revendiquer, même si cela ne va pas changer grand-chose dans les faits. Le client veut surtout que sa production continue à tourner.

UNE STRATÉGIE HYBRIDE

Pour faire court, les entreprises doivent réfléchir à deux fois à leur stratégie hybride. Il est très important d'évaluer minutieusement quelles applications et quelles données vous allez garder sur-site, ce qui peut migrer vers un centre de données local et ce qui peut être transféré sur le cloud public. « Le principe de la colocation (le fait que les entreprises placent leurs propres machines dans un centre de données externe) gagne ainsi en maturité », indique Laurens van Reijen. « Il en va de même pour le cloud. Je me demande seulement si les fournisseurs tiennent la route sur le long terme. » De fait, les fournisseurs de clouds publics misent fortement sur l'automatisation. « Cette tendance va s'intensifier partout », confirme Janjoris van der Lei. « Il sera

ainsi plus facile de travailler avec un centre de données local et plus simple d'exécuter les missions. » Le prix du matériel, lui, ne fait que chuter. Cela permet aux entreprises d'évoluer davantage avec leur propre matériel, vu que le prix n'est plus un facteur déterminant.

LA CONNECTIVITÉ ADÉQUATE

Souvent, la stratégie relative aux centres de données se limite à la question de savoir quelles données et quelles applications l'entreprise peut partager dans une infrastructure sur-site, un centre de données local ou le cloud public. « Souvent, l'entreprise oublie de prendre en compte le besoin de connectivité », dit Hans Witdouck. « Les entreprises migrent vers le cloud, puis reconnaissent



QUID DE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ?

En Belgique, le principal poste de coût d'un centre de données n'est pas le matériel utilisé, mais l'énergie consommée. « Notre performance est relativement bonne par rapport à la France et à l'Allemagne », affirme Friso Haringsma. Le centre de données local présente également un grand avantage sur le plan de l'alimentation électrique. « Nous garantissons une disponibilité continue de l'électricité », dit Hans Witdouck. « Les entreprises ne peuvent pas organiser cet aspect elles-mêmes. Nous offrons donc également plus de certitude à nos clients. » Les centres de données de LCL et de Datacenter United ne se trouvent pas dans une zone de délestage. « Autre chose », dit Laurens van Reijen. « En tant que centre de données, nous avons tout prévu pour tourner de toute façon en continu. En général, on voit bien que la politique énergétique de notre pays laisse à désirer. »

Les entreprises qui gèrent leur propre local de serveurs courent plus de risques de voir leurs activités s'interrompre lors d'une panne de courant. Un partenaire de centre de données propose de meilleures garanties. Le secteur des centres de données a entre-temps intégré l'importance de l'efficacité énergétique. 2 % de la consommation d'électricité internationale est consacrée à l'informatique. Ce chiffre reste stable alors que l'on a de plus en plus recours à l'informatique. Il existe toutefois un avantage net. Malgré la digitalisation, la consommation énergétique consacrée à l'informatique reste inchangée. Les émissions de gaz à effet de serre, elles, diminuent grâce à la digitalisation. « Le prix de l'énergie est en hausse, mais l'efficacité augmente également », indique Marc Vandeputte. « Dans dix ans, la connectivité par bit consommera dix fois moins d'électricité. »



MARC VANDEPUTTE,
CTO CHEZ ARCADIZ

Arcadiz est un intégrateur spécialisé dans la connectivité. Il gère notamment des réseaux à haute disponibilité et à faible latence vers et entre les centres de données.



HANS WITDOUCK,
CEO D'EUROFIBER BELGIQUE

Eurofiber fournit une connectivité à tous les centres de données de Belgique et des Pays-Bas. L'entreprise gère également ses six centres de données aux Pays-Bas.



JANJORIS VAN DER LEI,
CEO DE DC STAR

DC Star gère des centres de données à Oostkamp, à Gand et à Anvers. L'entreprise est carrier-neutral et propose entre autres des solutions de colocation et de multiples centres de données.



« La gestion du centre de données est une responsabilité qui est arrivée plus tard et que le responsable informatique préférerait déléguer. »

que le réseau n'est pas adapté, qu'il n'y a pas de garantie de bande passante, etc. » Et c'est à cause de ce manque de connectivité que de moins en moins d'applications critiques de l'entreprise sont migrées vers le cloud public à l'heure actuelle. « On le voit également dans les entreprises qui connaissent une croissance rapide », poursuit Hans Witdouck. « Elles savent qu'elles déménageront à terme et préfèrent donc ne pas investir dans un centre de données qui leur est propre. » Elles privilégient la colocation, mais avec une forte transmission entre elles et le centre de données local. »

Il est toujours surprenant de voir que la connectivité est la grande oubliée. Ne peut-on donc pas supposer que les entreprises sont aujourd'hui

beaucoup plus sensibilisées aux données qu'il y a cinq ou dix ans, et donc au fait que la connectivité est un facteur déterminant ? « Oui, évidemment », répond Laurens van Reijen. « Au fil des années, le département informatique est devenu de plus en plus indépendant. Les entreprises savent qu'une journée sans e-mails ou boutique en ligne a directement de lourdes conséquences sur les coûts et sur leur image. » Elles demandent donc une connectivité plus importante et plus efficace. « Opérer de manière totalement autonome et garantir une certitude pour les entreprises sur base d'une infrastructure individuelle sans connectivité vers le monde extérieur ? Certaines usines fonctionnent encore de la sorte, mais ce n'est plus possible pour la plupart des entreprises », dit Marc Vandeputte. « Et pourtant, cette garantie de certitude est bel et bien ce dont les entreprises ont besoin. » D'ailleurs, au-delà de l'aspect technique, les entreprises ont de plus en plus de difficultés à trouver les profils adaptés à la gestion de leur infrastructure sur-site sur le marché de l'emploi. « Le responsable informatique se concentre généralement sur les applications critiques de l'entreprise », indique Friso Haringsma. La gestion du centre de données est une responsabilité qui est arrivée plus tard et que le responsable informatique préférerait déléguer sur le court terme.

ET LE GOUVERNEMENT DANS TOUT ÇA ?

Le RGPD est entré en vigueur il y a six mois. Ce règlement contraint les entreprises à traiter les données à caractère personnel avec minutie. A-t-il également poussé les entreprises à réfléchir davantage à l'emplacement de leurs données ? « Partiellement », répond Marc Vandeputte. « Les entreprises se demandent d'abord ce dont elles ont besoin pour faire tourner leurs opérations. Vient ensuite souvent la question de savoir quel est l'emplacement physique précis des données. On se rend compte à nouveau à quel point la connectivité est importante. » Les entreprises doivent donc s'intéresser à la connectivité (relative à la question du centre de données) le plus tôt



possible au cours du processus et suffisamment en profondeur. « Les intégrateurs ne s'en tirent pas toujours », affirme Laurens van Reijen. « Ils attendent souvent trop longtemps pour associer le centre de données à un projet. Pourtant, la contribution du centre de données peut être très importante. » Dans les faits, le client ne sait pas souvent ce dont il a besoin sur le plan de la capacité, de la performance ou de l'alimentation électrique. Des points que les fournisseurs de centre de données connaissent très bien, et au niveau desquels ils peuvent faire la différence.

Le gouvernement s'efforce-t-il de rendre les centres de données locaux plus attractifs, notamment dans le cadre du RGPD ? Il semblerait que ce n'est pas vraiment le cas. Au contraire, le gouvernement semble surtout attaché à ses centres de données souvent archaïques. Le déploiement à grande échelle de la fibre de verre n'a pas encore commencé. Dans la pratique, ce sont les politiciens qui ont le dernier mot, pas les départements informatiques. « Les Pays-Bas ont une tout autre approche », affirme Friso Haringsma. « Le gouvernement aborde le secteur privé avec une liste d'exigences en matière de certifications, de SLA, etc. » C'est l'une des raisons pour lesquelles les Pays-Bas sont pionniers. Nos voisins du Nord sont également plus rapides et flexibles au niveau de la loi, ce qui explique pourquoi un plus grand nombre d'entreprises d'e-commerce n'optent pas pour la Belgique. Les centres de données et la connectivité sont les forces motrices de l'économie digitale. « L'infrastructure est un aspect essentiel de l'avenir digital d'une société », déclare Laurens van Reijen. « Le gouvernement devrait soutenir de manière optimale les secteurs qui y contribuent. »

CONTINUER À INVESTIR

Où les fournisseurs de centres de données se voient-ils dans cinq ans ? « Nous aurons peut-être plus de clients, mais de taille plus petite », projette Janjoris van der Lei. « L'informatique perd en ampleur quand on la traduit en mètres carrés dans le centre de données. Mais les clients ne manqueront pas. » Dans cinq ans, les clients auront peut-être plus besoin d'avoir des centres de données sur plusieurs sites. « Nous sommes d'accord », ajoute Janjoris van der Lei. « Nous comprenons bien qu'une entreprise souhaite disposer de ses données sur différents sites. Nous aidons nos clients à mettre ce plan au point, plutôt que de le laisser emboîter lui-même les pièces du puzzle. »

La tendance de la consolidation restera populaire dans le monde de l'entreprise au cours des années à venir. « Elle augmente l'ampleur des opérations, mais également le besoin de disposer de centres de données », dit Friso Haringsma. « Le secteur belge des centres de données devrait se mettre plus en avant de la scène afin que nous puissions cantonner sa contribution économique et les flux financiers à l'intérieur de nos frontières et éviter le départ à l'étranger des entreprises. »

Quoi qu'il en soit, le secteur doit continuer à investir. « Nous allons également peut-être travailler davantage avec des acteurs internationaux », imagine Marc Vandeputte. « Il faut donc absolument améliorer la connectivité, surtout sur les grandes distances, notamment en optant pour un cloud public qui n'est pas présent en Belgique. Le réseau software-defined WAN gagne progressivement en maturité. » « Nous continuons à investir dans le réseau », confirme Hans Witdouck. « Ainsi que dans la colonne vertébrale qui relie les centres de données. Nous faisons cela pour répondre aux besoins du marché. Nous remarquons que les petites entreprises sont plus en plus friandes de connectivité. » Les bus de données deviennent



progressivement obsolètes. Concrètement, il est conseillé aux centres de données de se demander chaque trimestre s'il sera encore pertinent dans cinq ans. Tant que la réponse est positive, il vaut mieux continuer à investir. Le secteur continue visiblement de croître, en moyenne de 10 % par an. « Nous ne prévoyons aucune perturbation sur le marché », conclut Laurens van Reijen. « Quoique. En dix ans, nous avons fait des choses tout à fait innovantes. Selon moi, notre secteur va continuer à se développer sur cinq autres années. Mais nous ne pouvons pas imaginer les retombées sur le long terme. »



LE CENTRE DE DONNÉES EN TANT QUE SERVICE

Sur le cloud public, les clients peuvent acheter de la puissance à l'heure, en fonction de leurs besoins. Les centres de données locaux proposent-ils une alternative ? « Bien sûr », affirme Janjoris van der Lei. « Nous disposons de racks dont nous pouvons mesurer la consommation. Dans les faits, le client ne paie donc que ce qu'il a utilisé. » Il est toutefois plus intéressant pour le centre de données d'établir une relation à long terme avec le client. C'est elle qui permet de tirer le plus grand retour sur investissement des centres de données. « L'idée d'adapter à terme votre connectivité à vos besoins réels est très attirante », dit Marc Vandeputte. « Mais le client envisage le plus souvent cela dans un sens unilatéral. Lorsqu'il consomme moins que prévu, il veut payer moins. Lorsque la consommation dépasse le budget prévu, personne n'est aussi disposé à payer plus. »